

16 jan. 2002 décret n°02-013/P-RM Portant abrogation partielle du décret n°95-214/P-RM du 31 mai 1995 portant nomination de chargé de Missions au Secrétariat Général de la Présidence de la République.....p119

décret n°02-014/P-RM Portant avancement de grade d'un magistrat.....p119

Anonnces et Communications.....p120

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOIS

LOI N°02-001/ DU 16 JAN. 2002 FIXANT LES CONDITIONS DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 6 décembre 2001 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{ER} : La présente loi fixe les conditions de production, de transformation et de commercialisation du lait et des produits laitiers.

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2 : Le lait dont la production est autorisée est le produit de la sécrétion mammaire obtenu par une ou plusieurs traites complètes sur une femelle saine de vache, de chèvre, de brebis et de chamelle, et doit porter cette dénomination. La première traite doit se faire au moins sept jours après la mise bas.

ARTICLE 3 : Les produits laitiers sont les dérivés issus de la transformation industrielle ou artisanale du lait, destinés à la consommation humaine ou animale.

ARTICLE 4 : L'élevage d'où provient le lait ne doit comporter d'animaux atteints de tuberculose, ou de toutes autres maladies transmissibles à l'homme.

ARTICLE 5 : Toute personne qui se livre aux activités de production, de transformation et de commercialisation du lait et des produits laitiers doit se munir d'un certificat médical attestant qu'elle est indemne de tuberculose, de fièvre typhoïde, de brucellose ou toute autre maladie transmissible à l'homme. Ce certificat est renouvelé chaque année auprès des services compétents.

ARTICLE 6 : La transformation industrielle ou semi-industrielle et la commercialisation du lait et des produits laitiers, qu'elles soient faites à des points fixes, mobiles ou à domicile, sont soumises au contrôle des agents assermentés des services compétents.

ARTICLE 7 : Tout producteur, tout utilisateur d'installation de transformation autorisée et tout détenteur de commerce sont tenus de se soumettre à tout contrôle que les services compétents jugeront utile d'effectuer ensemble ou individuellement et doivent se prêter aux opérations de prélèvement d'échantillons pour des analyses.

CHAPITRE II : DE LA PRODUCTION, DE LA TRANSFORMATION ET DE LA COMMERCIALISATION

ARTICLE 8 : Le lait est produit, collecté et transporté dans de bonnes conditions d'hygiène et de salubrité. La collecte et le transport se font dans des récipients exclusivement réservés à cet usage.

ARTICLE 9 : Le lait et les produits laitiers ne peuvent être importés au Mali ou exportés que s'ils sont accompagnés d'un certificat sanitaire d'origine, attestant qu'ils ne présentent aucun danger pour l'alimentation humaine ou animale.

ARTICLE 10 : Les autorisations délivrées à toutes unités de transformation et à toutes petites unités de production du lait et des produits laitiers sont établies par le Ministère chargé de l'Industrie après avis technique des services compétents.

ARTICLE 11 : Les dénominations de commercialisation du lait et des produits laitiers sont : le lait pasteurisé, le lait caillé, le lait stérilisé, le yaourt nature sucré ou non, la crème, la crème maturée, le beurre, le ghee, le lait concentré sucré ou non, le lait en poudre, le fromage, le lait écrémé et semi-écrémé.

CHAPITRE III : DES INFRACTIONS ET DE LEUR REPRESSION

Section 1 : Des infractions

ARTICLE 12 : Il est interdit de mettre en vente du lait contaminé ou en provenance d'un élevage atteint de maladies transmissibles à l'homme.

L'importation du lait et des produits laitiers sans certificat sanitaire d'origine est également interdite.

ARTICLE 13 : Il est interdit d'utiliser des récipients servant au transport du lait et des produits laitiers ou de mettre en fonction des installations de transformation du lait et des produits laitiers sans au préalable procéder à leur nettoyage et désinfection.

ARTICLE 14 : Il est formellement interdit de mettre en vente du lait dit pasteurisé ou du beurre dit pasteurisé sans un traitement dans un ateliers autorisé par les services compétents.

Section 2 : De la constatation des infractions

ARTICLE 15 : Les agents assermentés des services de contrôle du Ministère chargé de l'Elevage et les agents des services économiques et financiers recherchent et constatent par procès verbaux les infractions en matière de production, de transformation et de commercialisation du lait et des produits laitiers.

ARTICLE 16 : Les infractions en matière de production, de transformation et de commercialisation du lait et des produits laitiers sont prouvées par tous les moyens de droit.

Section : De la saisie et de la confiscation

ARTICLE 17 : Les agents désignés à l'article 15 sont habilités à procéder à la saisie ou à la confiscation du lait et des produits laitiers non conformes à la présente loi.

ARTICLE 18 : Dans le cas où il y a matière à confiscation ou à saisie des produits, les procès verbaux de constatation des infractions portent mention de la confiscation ou de la saisie desdits produits.

Si ces produits disparaissent par l'action ou la faute du contrevenant, les services visés à l'article 15 en déterminent la valeur à charge de restitution sans préjudice des dommages et intérêts.

Les produits reconnus consommables seront vendus par voie d'adjudication. Si ces produits sont périssables ils seront donnés aux oeuvres sociales utilitaires.

Les produits non reconnus consommables seront détruits.

Section 4 : Des pénalités

ARTICLE 19 : Quiconque tente de s'opposer par la violence ou la voie de fait à l'accomplissement par les agents des services chargés du contrôle des missions qui leur ont été confiées, est puni d'une amende de 50 000 à 100 000 F et d'un emprisonnement de 2 à 6 mois ou de l'une des deux peines. En cas de récidive la peine est portée au double.

ARTICLE 20 : Quiconque met en vente du lait contaminé ou provenant d'élevage atteint de maladies transmissibles à l'homme, est passible d'une amende de 75 000 à 300 000 F et d'un emprisonnement de 1 à 4 mois ou de l'une des deux peines, sans préjudice des dommages et intérêts.

ARTICLE 21 : Quiconque importe du lait ou des produits laitiers sans certificat sanitaire d'origine délivré par des services compétents, est passible d'une amende de 75 000 à 300 000 F et d'un emprisonnement de 1 à 4 mois ou de l'une des deux peines, sans préjudice des dommages et intérêts.

ARTICLE 22 : Quiconque se livre à la production, à la transformation, à la collecte et à la commercialisation du lait sans être muni d'un certificat médical est puni d'une amende de 50 000 F et d'un emprisonnement de 1 à 3 mois ou de l'une des deux peines, sans préjudice des dommages et intérêts.

ARTICLE 23 : Quiconque met en vente du lait mouillé ou additionné de sel ou toute autre substance non conforme aux normes requises est puni d'une amende de 1 000 francs par litre de lait.

Le produit sera saisi et détruit.

CHAPITRE IV : DES TRANSACTIONS

ARTICLE 24 : Le chef du service chargé du contrôle des produits de l'élevage peut transiger avant jugement sur les infractions en matière de production, de transformation et de commercialisation du lait et des produits dérivés.

Il peut déléguer ses pouvoirs en la matière aux chefs de divisions, aux directeurs régionaux et aux agents en mission.

Avant jugement, la transaction éteint l'action publique.

Le montant des transactions consenti doit être acquitté dans le délai fixé dans l'acte de transaction, faute de quoi la poursuite judiciaire reprend son cours.

ARTICLE 25 : Les agents assermentés de l'élevage instruisent l'affaire, dressent procès verbal et envoient conclusions et propositions de transaction au chef de service chargé du contrôle qui transige et renvoie le dossier pour exécution.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 26 : Le délai de prescription des délits en matière de conditions de production, de transformation et de commercialisation du lait et des produits laitiers est de 3 ans à compter de la date de commission des faits.

ARTICLE 27 : Des primes sont accordées aux agents chargés du contrôle sur les produits des amendes, des transactions et confiscations en matière de production, de transformation et de commercialisation du lait et des produits laitiers.

ARTICLE 28 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les modalités d'application de la présente loi.

ARTICLE 29 : La présente loi abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Bamako, le 16 Janvier 2002

**Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE**

LOI N°02-002/ DU 16 JANVIER 2002 PORTANT CLASSEMENT DU PARC NATIONAL DU KOUROUFING.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 06 décembre 2001 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{ER} : Est constituée en parc national dans le cercle de Bafoulabé, région de Kayes, une zone dite Parc National du Kouroufing, d'une superficie de 55.770 hectares.

ARTICLE 2 : Le Parc National du Kouroufing est défini par les points géographiques suivants :

- le point « A » de longitude 10°21'00» Ouest et de latitude 12°58'300» Nord situé du côté Ouest du lac de retenue du Barrage de Manantali ;

- le point « B » de longitude 10°29'600» Ouest et de latitude 12°56'280» Nord situé au flanc de la colline passant au Nord du hameau de Sandigula ;

- le point « C » de longitude 10°31'130» Ouest et de latitude 12°53'410» Nord situé à 3,4 km au Nord du village de Kama ;

- le pont « D » de longitude 10°28'180» Ouest et de latitude 12°51'650» Nord situé à environ 6 km au Sud-Est de C ;

- le point « E » de longitude 10°31'280» Ouest et de latitude 12°80'00» Nord situé à la terminaison d'un cours d'eau à environ 6 km au Sud du village de Kama ;

- le point « F » de longitude 10°34'199» Ouest et de latitude 12°47'445» Nord situé sur le fleuve Balinn au passage de la route de Tomboundi Galamadji ;

- le point « G » de longitude 10°26'430» Ouest et de latitude 12°44'790» Nord situé dans une vallée à environ 5 km au Nord du hameau de Faréma ;

- le point « H » de longitude 10°25'720» Ouest et de latitude 12°44'800» Nord situé au pied d'une colline à environ 3 km à l'Ouest de Z et à environ 1,2 km au Nord Ouest du hameau de Faréma ;

- le point « I » de longitude 10°22'690» Ouest et de latitude 12°44'920» Nord situé dans un bas-fonds à environ 2,3 km de Faréma ;

- le point « J » de longitude 10°22'00» Ouest et de latitude 12°43'880» Nord à la naissance d'un cours d'eau au Nord Ouest du village de Niarékira ;

- le point « K » de longitude 10°14'800» Ouest et de latitude 12°49'500» Nord situé sur le fleuve Bafing à environ 1,8 km au Nord Ouest du village de Diba.

ARTICLE 3 : Le Parc National du Kouroufing est limité comme suit :

Au Nord : Par la ligne allant du point A situé sur le lac en suivant les escarpements rocheux jusqu'au point B situé à côté du hameau de Santigula ;

A l'Ouest : Par la ligne allant du pont B au point F situé sur le fleuve Balinn en passant par les points C, D et E écrivant un demi-cercle à l'Est du village de Kama ;

Au Sud : Par le fleuve Balinn du point F au point G ; par la ligne allant du point G en suivant les escarpements rocheux passant au Nord du hameau de Faréma jusqu'au point J situé sur un cours d'eau dénommé ; par le cours d'eau non dénommé du pont J au point K situé à la confluence avec le fleuve Bafing ;

A l'Est : Par le fleuve Bafing à partir du point K jusqu'au point A situé sur le lac de retenue du Barrage de Manantali.

ARTICLE 4 : Les limites du Parc National du Kouroufing sont définitives. La distance minimale entre les limites du Parc et les hameaux riverains est de 2 km.

ARTICLE 5 : Les droits d'usage réservés aux habitants des villages riverains du Parc sont :

- le passage sans séjour des animaux ;
- le ramassage de bois mort ;
- la récolte des fruits, plantes alimentaires et médicinales ;
- la pêche de subsistance.